



ARRÊTÉ DU MAIRE
N°57-2022

Refusant un permis de construire au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest

Le maire de SOUCIEU EN JARREST,

Vu la demande de permis de construire présentée le 16/06/2022 par FR IMMOBILIER représentée par Mme RONZON Suzanne demeurant 3206 route de Faverges 69610 MONTROMANT, numérotée PC 069 176 22 00010 ;

Vu les pièces complémentaires en date du 22/07/2022 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction de 6 maisons, permis valant division ;
- sur un terrain situé LA PIAT 69510 SOUCIEU-EN-JARREST;
- pour une surface de plancher créée de 568 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

Vu l'article 3 *Equipements et réseaux* du plan local d'urbanisme qui stipule que « les voiries doivent être dimensionnées en tenant compte des flux automobiles et **modes doux**, des besoins en stationnement ».

Considérant que le projet comporte un accès pour piétons sur la partie nord du lotissement mais qu'il n'intègre ni trottoirs, ni voie de circulation douce sécurisée pour véhicules non motorisés ;

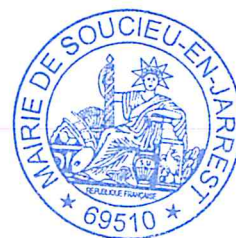
Considérant que l'absence de zone de circulation dédiée aux déplacements doux va à l'encontre de l'article 3 du PLU de la Commune et présente un risque de sécurité pour les usagers,

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **REFUSÉ**.

A Soucieu-en-Jarrest, le **20 OCT. 2022**
Stéphane PITOUT,
Adjoint Urbanisme, Voirie et Bâtiments
Pour le Maire empêché



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux ; cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).